



Convention des droites contre l'euthanasie

Discours d'introduction de Laurence Trochu,

Présidente du Mouvement Conservateur

18 mars 2023 – Paris

La date de notre Convention des droites contre l'euthanasie n'est pas un hasard. Demain, la Convention citoyenne rendra son avis au gouvernement. Les scandales qui entourent son déroulement ont fait perdre à cette dernière toute crédibilité et toute fiabilité : manipulations, questions biaisées, débats orientés, ou encore instrumentalisation et erreurs de vote, les citoyens eux-mêmes se sont rendu compte que les dés étaient pipés.

Il nous a donc paru nécessaire de proposer un espace de discussion apaisé et réfléchi pour aborder ce délicat sujet de la fin de vie et exposer pourquoi nous nous opposons franchement à l'euthanasie sous toutes ses formes.

Souvenons-nous, il y a 2 ans, le Covid a signé le retour du tragique dans nos vies. Nous avons éprouvé la fragilité de nos existences et la réalité de la mort s'est imposée comme partie intégrante de la vie. Nous avons applaudi les soignants comme les soldats des premières lignes qui luttait pour sauver des vies. Et demain, ce sont ces mêmes soignants à qui on demanderait de donner la mort ! Le projet de loi est en ce sens d'un cynisme effrayant. Ou plus exactement il est honteusement mensonger : « Est réputée décédée de mort naturelle la personne dont la mort résulte d'une assistance médicalisée active à mourir. » (AN-3806, art. 5, §2). Une mort provoquée par un médecin serait donc déclarée « mort naturelle » !

Dans les tiraillements où se révèlent l'envie d'en finir et la peur viscérale de la solitude, l'euthanasie dévoile son visage : elle est une volonté d'évacuer la mort et le caractère profondément mystérieux qu'elle implique. Nous, Marion Maréchal, Jean-Frédéric Poisson et moi-même, portons devant vous la voix de la droite civilisationnelle. Nous ne pouvons nous taire devant cette volonté de déformer le réel.

La droite civilisationnelle marche en effet sur ses deux jambes. Nous avons entendu le cri du cœur des Français attachés à leur identité, leur mode de vie, leur culture. Cet instinct de

conservation est d'autant plus puissant que les menaces sont grandes vis-à-vis de ce que nous sommes. Qu'il s'agisse du wokisme ou du rapport de toute une société à la mort, c'est notre identité collective qui est visée.

Nous ne devons donc pas oublier que cette droite civilisationnelle que nous représentons défend une culture qui a aussi inspiré une conception de l'Homme et de la société. Parce que nous sommes cohérents, nous devons à temps et à contre-temps réaffirmer que la personne humaine n'est pas un objet qu'on achète, une chose qu'on bricole, un produit périmé qu'on jette.

Il est par conséquent impossible de désertier ce combat pour la dignité inconditionnelle de la personne humaine : la dignité ne se mesure pas au degré d'autonomie d'une personne. Dans une société de la performance où il faut être le plus beau, le plus fort, le plus intelligent, la question posée par l'euthanasie est en fait celle de la vulnérabilité et de la dépendance.

L'euthanasie apporte une réponse inhumaine : certaines vies ne valent pas la peine d'être vécues ! On désigne les coûteux et les inutiles et on les incite à mourir. Cette loi, en délivrant des permis de tuer, va en miroir seulement tolérer des permis de vivre quand on est vieux ou dans un état dégradé.

Nous réaffirmons que donner la mort au nom de la souffrance est une défaite de la solidarité. A l'inverse, prendre soin des plus faibles et des plus fragiles en leur manifestant un respect sans condition, c'est faire preuve d'humanité.

Pour éclairer nos réflexions et formuler des propositions politiques cohérentes, nous avons l'honneur d'accueillir des juristes et un philosophe et de croiser ensuite leurs regards avec ceux des professionnels de santé. C'est un honneur et c'est aussi une chance de pouvoir ainsi bénéficier de leurs expertises. Ils viennent nourrir la réflexion en toute indépendance de leur part et sans parti pris politique, contribuant de cette manière à faire vivre librement le débat démocratique.

Nous avons choisi de regarder d'abord le basculement anthropologique inédit que représente l'euthanasie.

L'être humain est en effet le seul animal qui doit vivre avec la conscience de sa propre mort. Accepter pleinement son incertitude, la fin naturelle de la vie, est donc un gage de notre humanité. Y renoncer, en programmant sa mort, revient à renier une part de ce qui nous caractérise comme humain. J'emprunte à Louis-André Richard que nous aurons le plaisir d'entendre dans quelques minutes ces lignes qui posent le problème : « *L'être humain n'est jamais aussi humain que lorsqu'il assume ce questionnement sur sa condition de mortel (...) à commencer par l'acceptation de l'impossibilité qui nous est faite de savoir quand nous allons mourir. Or, l'euthanasie atténue toute possibilité de réflexion sur le sens de la vie.* »

La mort fait pourtant partie de la vie ! C'est ce dont les professionnels de santé vont témoigner, notamment en développant ce que sont les soins palliatifs que Jean-Frédéric Poisson introduira comme la vraie alternative à l'euthanasie.

Contrairement à ce que la tyrannie des bons sentiments veut nous faire croire, l'euthanasie n'est pas un soin : « *Faire mourir délibérément une personne n'est pas la même chose qu'en*

prendre soin jusqu'à son terme ». C'est ce que rappelle le Conseil national de l'Ordre des médecins français : « Le devoir du médecin est de soigner, soulager, accompagner. Le Conseil national de l'Ordre réitère donc sa position selon laquelle la décision d'euthanasie ou de suicide assisté sont des actes qui ne concernent ni les médecins, ni les soignants. Il s'agit essentiellement d'un problème sociétal. Ce n'est pas le rôle du médecin de provoquer délibérément la mort. »

Un problème sociétal ! C'est bien de cela dont il s'agit. Et quand un gouvernement aux abois prend l'eau, il aime bien les problèmes sociétaux qui lui permettent de faire diversion et de donner, à peu de frais, l'impression qu'il agit.

Mais l'euthanasie n'est pas non plus un progrès social ou sociétal. Faire mourir plutôt qu'accompagner sur le pas de la porte celui qui s'apprête à quitter ce monde, ce n'est pas un progrès et c'est même une régression humaine. Quand à l'aube de la vie, il n'y a plus de place pour le soin qui guérit, reste la dimension relationnelle du soin. Loin du plateau technique, dans le silence de la chambre, la vie qui ne tient qu'à un fil nous rappelle que la médecine occidentale est née à partir de l'accueil et du soin qui ne se réduisait pas au seul souci de la guérison, mais qui offrait un lieu et une sollicitude à tous les blessés. L'hôpital, alors Hôtel-Dieu, était le lieu de la fraternité.

C'est précisément la chaleur de la fraternité qui offre une réponse à la détresse psychologique de celui qui se pense condamné à la froidure de la mort pour se délivrer de l'angoisse. Il n'est pas interdit d'ailleurs de penser que le débat sur l'euthanasie se fait d'autant plus pressant que disparaît de notre devise nationale la fraternité, comme un clin d'œil à la première version de la devise de 1792 : « Liberté, Égalité, Fraternité ou la mort. »

A ce funeste projet, nous opposons le formidable progrès des soins palliatifs : la médecine n'a jamais été aussi performante pour contrôler et soulager la douleur physique.

Reste la terrible détresse psychologique de se savoir et de se voir diminué et dépendant. C'est précisément là que l'humanité se révèle. L'humanité mise à nu du patient affaibli appelle un surcroît d'humanité des soignants et des proches en bonne santé. C'est dans leurs regards et la douceur de leurs gestes que le malade perçoit sa propre dignité et la valeur inconditionnelle de sa vie. Dans cette rencontre, l'un et les autres se découvrent plus hommes que jamais. Assumés et affrontés, les questionnements qui rôdent autour de la mort peuvent paradoxalement être sources d'une paix profonde. Ce sont ces dernières étapes de la vie que les soins palliatifs permettent de vivre pour que la mort ne nous soit pas volée.

Je vous souhaite une bonne après-midi : qu'au milieu des situations souvent douloureuses, et qui font peut-être écho aux vôtres, nous puissions ouvrir ensemble cette troisième voie qui est celle des soins palliatifs et de l'accompagnement auxquels « Toute personne malade dont l'état le requiert a le droit d'accéder » et de mieux saisir que les lieux où se pratique la médecine palliative, entre pesanteur et grâce, seront plus que jamais des lieux de résistance politique.